

## **Appel aux organisations civiles, fondations et associations des pays européens face à l'agression de la Russie en Ukraine et aux défis auxquels l'Europe est aujourd'hui confrontée**

La situation de l'Europe a changé. La Russie est en guerre contre l'Ukraine. C'est une guerre coloniale typique dans laquelle un empire en déclin tente de reconquérir ses anciens territoires conquis. Ce serait comme si aujourd'hui le Royaume-Uni tentait de conquérir l'Irlande ou la France l'Algérie.

Nous savons que c'est grâce au parapluie protecteur des États-Unis que les pays européens ont pu, pendant de nombreuses années, construire leur prospérité, développer la démocratie et les droits sociaux et civils, et maintenant notre allié, les États-Unis, nous a tourné le dos.

Le grand potentiel européen doit maintenant être utilisé pour construire une position de défense commune et forte afin de protéger toutes nos réalisations des dernières décennies. L'histoire européenne montre qu'on ne peut aider que ceux qui commencent à se défendre. C'est ce qui s'est produit le 24 février 2022 en Ukraine. Lorsque l'Ukraine a commencé à résister à l'agression brutale de la Russie et à défendre sa liberté et sa souveraineté, l'Occident, désireux de préserver l'ordre de paix d'après-guerre fondé sur le respect du droit international, s'est précipité pour lui venir en aide.

Nous, Européens, avons créé la région économiquement forte, démocratique et socialement la plus juste du monde. La base de ce succès était une communauté d'États pacifique. Cependant, cela pourrait être ruiné si l'Ukraine est forcée de capituler par ce qui serait la paix aux conditions de la Russie. La capitulation de l'Ukraine, causée par la violence et les crimes de guerre, signifierait une victoire de la force sur le droit, la fin d'un âge d'or de 80 ans de paix et de sécurité. La capitulation de l'Ukraine signifierait la fin d'une Europe de prospérité et de droits de l'homme, vers laquelle les gens d'autres parties du monde sont attirés avec espoir.

Nous, les habitants des pays frontaliers, savons très bien ce qui va se passer ensuite. La guerre va arriver à nos portes.

Telles sont nos craintes. Vous ne devriez pas craindre que cette fois-ci, la guerre vienne à vous. Mais êtes-vous prêts à accepter une nouvelle vague de millions de réfugiés de guerre? D'abord d'Ukraine, puis des États baltes et de Moldavie, puis de Pologne, et enfin peut-être de Roumanie, de Hongrie, de Slovaquie, de République Tchèque et de Bulgarie ?

C'est pourquoi nous devons maintenant utiliser la forte position économique de l'Europe, acquise au fil de nombreuses années, pour mettre en place une capacité de défense européenne commune, tout aussi forte et dissuasive.

Nous lançons un appel à vous, organisations de la société civile, organisations professionnelles, fondations, associations, syndicats et fédérations des pays européens, pour que vous contribuiez activement à la compréhension sociale des défis auxquels l'Europe est confrontée aujourd'hui. Nous vous demandons de faire pression sur vos gouvernements, les institutions

européennes et les membres du Parlement européen (MPE) pour qu'ils agissent rapidement afin de soutenir l'Ukraine dans sa résistance et de contribuer à la signature d'une paix juste. Ils construiront également une défense commune de l'Europe dans son ensemble, afin que la force ne recommence pas à primer sur le droit.

Informons les membres de nos organisations. Écrivons des lettres aux membres des parlements et aux députés européens. Sensibilisons le public aux dangers actuels et à la nécessité de prendre des contre-mesures. Organisons des rassemblements, des piquets de grève et des manifestations. Expliquons notre position dans les médias. Soutenons les candidats aux élections qui comprennent les dangers actuels et proposent des mesures adéquates. Utilisons tous les moyens disponibles pour expliquer à nos concitoyens qu'un effort de défense radicalement accru et accéléré en Europe - même s'il peut temporairement entraîner des inconvénients et des sacrifices - est une condition préalable à la survie de nos acquis, de notre démocratie et de notre prospérité.